

Lettre ouverte à l'Assemblée générale des Nations unies

Albert Einstein (octobre 1947)

Nous sommes pris dans une situation dans laquelle chaque citoyen de chaque pays, ses enfants et le travail de toute sa vie sont menacés par l'insécurité terrible qui règne dans notre monde aujourd'hui. Le progrès du développement technologique n'a pas accru la stabilité et le bien-être de l'humanité. A cause de notre incapacité à résoudre le problème de l'organisation internationale, ce progrès a en réalité contribué aux dangers qui menacent la paix et l'existence même de l'humanité.

Les délégués de cinquante-cinq gouvernements réunis dans la seconde assemblée générale des Nations unies, se rendraient compte sans aucun doute du fait que dans les deux dernières années — depuis la victoire sur les puissances de l'Axe — aucun progrès appréciable n'a été réalisé en direction de la prévention de la guerre ou des accords dans des champs spécifiques tels que le contrôle de l'énergie atomique et la coopération économique dans la reconstruction des zones dévastées par la guerre.

On ne peut pas reprocher ces échecs aux Nations unies. Aucune organisation internationale ne peut être plus puissante que les pouvoirs constitutionnels qui lui ont été donnés, ou que ses composantes ne veulent être. En fait les Nations unies sont une institution extrêmement importante et utile pourvu que les peuples et les gouvernements du monde réalisent que c'est simplement un système de transition vers le but final, qui est l'établissement d'une autorité supranationale investie de pouvoirs législatifs et exécutifs suffisants pour maintenir la paix.

L'impasse actuelle réside dans le fait qu'il n'y a pas d'autorité supra-nationale suffisante et en qui on puisse avoir confiance. Et c'est ainsi que les chefs responsables de tous les gouvernements sont obligés d'agir en postulant une guerre éventuelle ; chaque décision motivée par cette prévision contribue à la peur et à la méfiance générales et précipite la catastrophe finale. Aussi puissants que soient les armements nationaux, ils ne créent la sécurité militaire pour aucune nation, ils ne garantissent pas non plus le maintien de la paix.

Il ne pourra jamais y avoir accord total sur le contrôle international et l'administration de l'énergie atomique, ou sur le désarmement général tant qu'il n'y aura pas de modification du concept traditionnel de souveraineté nationale. Car, tant que l'énergie et les armements atomiques seront considérés comme une partie vitale de la sécurité nationale, aucune nation ne fera plus que d'accorder une attention formelle aux traités internationaux. La sécurité est indivisible. Elle ne peut être atteinte que lorsque les garanties nécessaires de la loi et d'application de la loi existent partout, si bien que la sécurité militaire n'est plus le problème d'un Etat seul. Il n'y a pas de compromis possible entre la préparation à la guerre d'une part et la préparation d'une société mondiale fondée sur la loi et l'ordre d'autre part.

Chaque citoyen doit se décider. S'il accepte le postulat de la guerre, il doit se faire à l'idée du maintien de troupes dans des zones stratégiques comme l'Autriche et la Corée, à l'envoi de troupes en Grèce et en Bulgarie, à l'accumulation de stocks d'uranium par tous les moyens ; au service militaire universel et à la limitation progressive des libertés civiles. Par dessus tout il devra supporter les conséquences du secret militaire, qui est l'un des pires fléaux de notre temps et l'un des plus grands obstacles au progrès culturel.

Si, d'autre part, chaque citoyen réalisait que la seule garantie pour la sécurité et la paix dans cet âge atomique est le développement constant d'un gouvernement supra-national, alors il ferait tout en son pouvoir pour renforcer les Nations unies. Il me semble que chaque citoyen raisonnable et responsable de par le monde sait de quel côté va son choix. Cependant, le monde en général se trouve pris dans un cercle vicieux puisque les puissances qui constituent les Nations unies semblent être incapables de se décider sur ce point. Le bloc occidental et le bloc de l'Est tentent chacun frénétiquement de renforcer leur position de puissance respective. Le service militaire universel, des troupes russes en Europe de l'Est, le contrôle des États-Unis sur les îles du Pacifique, et même le durcissement des politiques coloniales des Pays-Bas, de la Grande-Bretagne et de la France, le secret atomique et militaire, tout cela fait partie des vieilles luttes familières pour se mettre en position de force.

L'heure est venue pour les Nations unies de renforcer leur autorité morale en prenant des décisions hardies. Premièrement, l'autorité de l'Assemblée générale doit être accrue de sorte que le Conseil de sécurité comme tous les autres organes des Nations unies lui soient subordonnés. Tant qu'il y aura un conflit d'autorité entre l'Assemblée et le Conseil de sécurité, l'efficacité de l'institution tout entière restera nécessairement partielle et imparfaite.

Deuxièmement la méthode de représentation aux Nations unies devrait être considérablement modifiée. La méthode actuelle de sélection par nomination gouvernementale ne laisse pas assez de liberté réelle au titulaire. De plus, la sélection par les gouvernements ne peut pas donner aux peuples du monde le sentiment d'être impartialement et proportionnellement représentés. L'autorité morale des Nations unies serait considérablement mise en valeur si les délégués étaient élus directement par le peuple. S'ils étaient responsables devant un électorat ils auraient beaucoup plus de liberté pour suivre leur conscience. Ainsi, nous pourrions espérer avoir plus d'hommes d'État et moins de diplomates.

Troisièmement, l'Assemblée générale devrait siéger pendant toute la période critique de transition. En restant constamment au travail l'Assemblée pourrait remplir deux tâches majeures : premièrement elle pourrait prendre l'initiative en vue de l'établissement d'un ordre supra-national, deuxièmement, elle pourrait prendre des mesures rapides et efficaces dans toutes ces zones de danger (comme il en existe une à l'heure actuelle sur la frontière grecque) où la paix est menacée.

L'Assemblée, en vue de ces hautes tâches ne devrait pas déléguer ses pouvoirs au Conseil de sécurité, surtout pendant que cet organe est paralysé par les inconvénients du droit de veto. Étant le seul corps compétent pour prendre l'initiative avec hardiesse et résolution, les Nations unies devraient agir avec la plus grande rapidité pour créer les conditions nécessaires à la sécurité internationale en jetant les bases d'un véritable gouvernement mondial.

Bien sur, il y aura de l'opposition. Cependant il n'est pas du tout certain que l'U.R.S.S.— qui est souvent présentée comme le principal antagoniste à l'idée du gouvernement mondial — maintiendrait son opposition si une offre équitable était faite pour fournir une sécurité réelle. Et même en supposant que la Russie soit à l'heure actuelle opposée à l'idée de gouvernement mondial, une fois qu'elle se convaincrait que le gouvernement mondial est néanmoins en train de se faire, toute son attitude pourrait changer. Elle pourrait alors seulement insister sur les garanties nécessaires d'égalité devant la loi de façon à éviter de se trouver perpétuellement en minorité comme dans le Conseil de sécurité actuel.

Néanmoins, nous devons envisager le cas où, en dépit de tous les efforts, la Russie et ses alliés continueraient d'estimer nécessaire de rester en dehors d'un tel gouvernement mondial. Dans ce cas — et seulement après que tous les efforts aient été faits avec une totale sincérité pour obtenir la coopération de la Russie et de ses alliés — les autres pays devraient continuer seuls. Il est d'une importance capitale que ce gouvernement mondial partiel soit très fort, comprenant au moins les deux tiers des zones économiques et industrielles majeures du monde. Une telle force, en elle-même, rendrait possible à ce gouvernement mondial partiel l'abandon du secret militaire et de toutes les autres pratiques nées de l'insécurité.

Un gouvernement mondial partiel de cette espèce devrait rendre clair dès le début le fait que ses portes restent grandes ouvertes à tout non-membre -particulièrement la Russie- pour une participation sur la base d'une complète égalité. A mon avis le gouvernement mondial partiel devrait accepter la présence d'observateurs de tous les gouvernements non-membres à toutes ses réunions et à ses conventions constitutionnelles.

De façon à atteindre le but final — qui est un seul monde et non pas deux mondes hostiles — un tel gouvernement partiel ne doit jamais agir comme une alliance contre le reste du monde. Le seul pas véritable vers un gouvernement mondial c'est le gouvernement mondial lui-même. Dans un gouvernement mondial les différences idéologiques entre les différentes composantes n'ont pas de conséquences graves. Je suis convaincu que les difficultés actuelles entre les États-Unis et l'U.R.S.S. ne sont pas dues fondamentalement à des différences idéologiques. Bien entendu, ces différences idéologiques sont un élément qui contribue à une tension qui est déjà sérieuse. Mais je suis convaincu que même si les États-Unis et la Russie étaient tous les deux des pays capitalistes -ou communistes, ou monarchistes, si l'on veut- leurs rivalités, leurs intérêts divergents et leurs jalousies aboutiraient à des tensions similaires à celles qui existent entre les deux pays aujourd'hui. Les Nations unies maintenant, et le gouvernement mondial par la suite doivent servir à un but unique : la garantie de la sécurité, de la tranquillité et le bien-être de l'humanité tout entière.

Albert Einstein

Analysant les difficultés de l'ONU naissante (les inconvénients du droit de veto, la rivalité existant entre Assemblée générale et Conseil de sécurité, etc.), Albert Einstein proposait dans cette *Lettre ouverte* des pistes de réformes, notamment que l'Assemblée générale des Nations unies soit accrue dans cette perspective (au détriment du Conseil de sécurité) et que les délégués des nations à l'ONU soient désormais directement élus par leurs peuples respectifs, dans le but de pousser les États membres à œuvrer dans la direction de la transformation de l'ONU en une autorité supranationale, jetant ainsi les bases d'un véritable gouvernement mondial.

sources : <http://www.pressefederaliste.eu/La-route-de-la-paix>.